

# COMMUNIQUE



**Supprimer des droits communs à une catégorie,  
c'est se préparer à en priver l'ensemble demain !**

En s'accordant sur la loi "Immigration", la nouvelle alliance des macronistes, de la droite et des lepénistes réalise un coup double. D'une part, elle impose des mesures d'une brutalité sans précédent contre les droits et les conditions de vie des personnes étrangères, y compris celles présentes depuis longtemps en France. D'autre part, à travers une campagne politique et médiatique dramatisant le moindre incident et l'amalgamant à la situation au Moyen-Orient, elle parvient à polariser toute la vie politique sur cette question.

Désormais, tout est prétexte à évoquer le prétendu seuil intolérable atteint par l'immigration et la nécessité de prendre des mesures radicales, masquant ainsi les véritables problématiques de notre société. La composante migratoire élude toutes les questions liées aux salaires et aux conditions de travail des travailleuses et travailleurs.

Bien sûr, les Le Pen, Bardella et autres Zemmour peuvent se réjouir alors que la France sombre dans l'idéologie d'extrême droite. La mise en scène est pourtant grossière. Pour la grande majorité des travailleurs, des jeunes et des familles de ce pays, les préoccupations majeures portent sur la retraite, la santé, le coût de la vie, l'appropriation des richesses par quelques-uns, la dégradation de l'école et des services publics. Tous les travailleurs sont concernés, comme ils l'ont montré dans la mobilisation par millions pour défendre les retraites au début de cette année.

C'est pour empêcher qu'un tel mouvement ne ressurgisse dans les prochains mois que le gouvernement a déployé l'arsenal de la division au sein du peuple. Le discours est bien rodé : "Français, si vous êtes malheureux, c'est à cause de l'"autre", de l'immigré, celui qui prend vos emplois et vos allocations, celui qui occupe les logements qui vous sont destinés."

La réalité est bien différente ; supprimer des droits communs pour une catégorie de travailleuses et de travailleurs, c'est se préparer à en priver l'ensemble demain. L'heure est grave, et face à l'alliance raciste de l'extrême droite, de la droite et du gouvernement, la FNTVC CGT affirme que l'unité rassemblant tous les travailleurs, titres de séjour ou pas, quelle que soit la nationalité et la couleur de la peau, demeure la seule réponse permettant à tous de vivre dignement.

**FNTVC CGT**

01.55.82.85.39

federation@verreceram-cgt.

[www.verreceram-cgt.fr](http://www.verreceram-cgt.fr)

*Montreuil, le 21.12.2024*

263 RUE DE PARIS CASE 417  
93100 MONTREUIL